

LYON

Rentrée des classes à Lyon : aucun enfant à la rue... pour le moment

À la veille de la rentrée scolaire, il ne devrait y avoir ce jeudi, aucun enfant à la rue. Une donnée qui devrait hélas évoluer dans les jours à venir... Explication d'un phénomène toujours difficile à appréhender.

Des enfants épuisés à l'école car ils dorment dans la rue, d'autres privés de scolarité du fait de leurs conditions de vie précaires : à la veille de la rentrée scolaire, plusieurs associations alertent sur les effets délétères de la pauvreté sur des milliers de mineurs. Même si à Lyon, la situation, selon Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et à l'inclusion sociale, semble être aujourd'hui sous contrôle.

“ Avoir un toit sur la tête est un préalable pour apprendre sereinement ”

Anne-Sophie Huchard, professeure, membre du collectif “Jamais sans toit”

Les difficultés concernent pour partie les élèves scolarisés, mais dont les enseignants mettent parfois du temps à se rendre compte qu'ils vivent avec leur famille dans la rue, ou dans une voiture. Or, « avoir un toit sur la tête est un préalable pour apprendre sereinement », a souligné mardi lors d'une conférence de presse Anne-Sophie Huchard, une professeure membre du collectif lyonnais « Jamais sans toit ».



La mobilisation des parents d'élèves pour les enfants sans toit permet souvent de débloquer des situations Photo illustration Progrès/Yves LE FLEM

1 600 enfants sans abris en France à la veille de la rentrée

Selon des données du 115, communiquées par un collectif de 39 associations de solidarité et par la fédération de parents d'élèves FCPE, plus de 1 600 enfants sont ainsi sans-abri en France à la veille de la rentrée. Un chiffre en hausse de 86 % depuis fin janvier, mais qui pourrait être sous-évalué puisque toutes les familles concernées n'appellent pas le 115.

« À la fin de l'année scolaire 2021-2022, il nous restait trois familles sans solution qui dormaient dans des voitures » explique l'adjointe Lyonnaise aux solidarités à Lyon, Sandrine Runel. « Ils ont été pris en charge à l'hôtel et sont tou-

jours pris en charge par le CCAS. La question est “jusqu'à quand?”. Nous allons continuer à aider deux familles et la troisième devrait être prise en charge par la Métropole ».

Tout est réglé alors ? Pas vraiment. « Pour la rentrée de ce jeudi, nous n'avons reçu pour le moment aucune alerte de la part des collectifs ou d'assistance sociale sur les écoles lyonnaises. C'est normal parce qu'il y a toujours une adresse qui est fournie lors de l'inscription. Mais dès la première semaine, des indices apparaissent : fatigue en classe, faim... On en saura certainement plus mi-septembre ».

Une analyse confirmée par les associations. « Lorsqu'un élève dort dans la rue avec sa

famille, la mobilisation de ses enseignants ou des parents de ses camarades d'école peut être décisive ». L'objectif est de « propager des pratiques militantes » déjà expérimentées avec succès par « Jamais sans toit » à Lyon, et de faire en sorte que « les gens sortent de la passivité et du fatalisme ».

« Goûters solidaires », concerts de soutien...

« Goûters solidaires », concerts de soutien, la mobilisation peut même passer par une occupation temporaire de l'école, ont détaillé les militants sur Lyon. Les familles sans-abri sont invitées à venir dormir dans les locaux scolaires avec leurs enfants, en compagnie de militants membres de leur comité de soutien.

« En général, au bout de quelques jours ou quelques semaines, ça marche : les familles concernées finissent par obtenir un logement », selon Anne-Sophie Huchard.

« L'extrême précarité empêche tout simplement certains enfants d'aller à l'école, ou de finir leur parcours scolaire », exprime l'avocate Anina Ciuciu, marraine du collectif #EcolePourTous. Un collectif qui milite également pour que la « trêve hivernale », qui empêche les expulsions locatives jusqu'au printemps, soit prolongée jusqu'à la fin de l'année scolaire, afin que les difficultés de logement ne se traduisent pas par des mois de déscolarisation, voire un « décrochage ».

D.T. avec AFP

Les mineurs non accompagnés peuvent tous étudier

MNA. Un terme, qui signifie “Mineurs non accompagnés”, qui est plus qu'un simple acronyme : potentiellement, lorsqu'ils sont reconnus mineurs, les jeunes migrants sont pris en charge par la Métropole et peuvent alors suivre une scolarité. Mais tout est une question d'âge, la minorité leur assurant de poursuivre une scolarisation, au contraire de la majorité.

Cinq jours pour confirmer ou infirmer que le jeune est mineur

À ce jour, ce sont environ 1 350 jeunes mineurs qui sont concernés sur la Métropole. Depuis avril 2018, la Métropole a confié à l'association Forum Réfugiés l'évaluation de l'âge de tous les nouveaux arrivants migrants déclarant être mineurs. Celle-ci qui dure environ cinq jours et débouche sur une confirmation ou une infirmation de leur minorité. Au regard de celle-ci, c'est la Mission Évaluation et Orientation Mineurs Isolés Étrangers (MEOMIE), qui reconnaît la minorité. Le jeune bénéficie d'une ordonnance de place-

ment provisoire (OPP), une mesure de protection prononcée par un juge des enfants, le temps d'être dirigé vers une structure habilitée par la protection de l'enfance qui le prendra en charge.

Une évaluation réalisée par le rectorat

Et la scolarité dans tout cela ? « Tous les MNA sont scolarisés » précise Antoine Dulin, conseil social solidarité à la Métropole. « L'évaluation est réalisée par le rectorat : l'objectif est de connaître le niveau scolaire de chaque jeune. S'ils sont allophones, ils seront orientés au départ dans des classes pour leur permettre d'apprendre le français. Pour les francophones, s'ils peuvent prouver leur niveau scolaire, ce sera plus simple ».

Et ensuite ? Ce pourra être de l'apprentissage, en CFA, le collège ou le lycée, la scolarisation s'effectuant, si possible, au plus près de leur lieu de résidence. « La complexité, c'est



L'apprentissage du Français auprès des mineurs migrants non accompagnés peut se faire en CFA. Photo illustration Progrès/Philippe TRIAS

qu'ils font souvent le choix des études courtes pour essayer de travailler et obtenir un visa de travail. Nous les poussons de notre côté à faire des études longues, mais le visa étudiant les intéresse moins. Ce n'est pas simple » poursuit-il.

Dernière précision, une fois la majorité ac-

quise, la Métropole ne laisse pas pour autant tomber les MNA. « Nous continuons à les aider, à les prendre en charge, jusqu'à leur autonomie. L'objectif étant de leur permettre de s'insérer. Si c'est le cas, nous avons atteint notre objectif » conclut le conseiller.

D.T.